

que le Gouvernement propose d'enlever au Parlement le contrôle de l'argent qui est dépensé dans la construction de ces navires et le contrôle de ces navires quand ils seront construits. Pour ces motifs, je propose :

Que l'article 4 soit amendé en biffant tous les mots après le mot "le" dans la seconde ligne et en ajoutant les mots "soumis aux dispositions de la loi du service naval".

M. GEORGE E. McCRANEY (Saskatoon) : Après des mois de discussion il est bon de citer un passage du discours du très honorable premier ministre, prononcé le 5 décembre, qui avait une sérieuse importance et qui imposait des devoirs très onéreux à la population du Canada.

Aujourd'hui, alors que le ciel s'assombrit, que nous entendons le bruit du tonnerre lointain et que nous voyons briller les éclairs à l'horizon, nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas attendre dans les délibérations.

Quelle que soit la délibération faite par le Gouvernement, depuis lors, il est certain qu'il n'a pas parlé beaucoup. En comparant la situation d'aujourd'hui avec celle décrite par le premier ministre le 5 décembre, nous constatons que ce qui remplissait alors son imagination n'existe plus aujourd'hui. Le changement s'est produit même avant le départ pour l'Australie du ministre du Commerce et de l'Industrie, car il a cru devoir dire que le premier ministre avait en sa possession d'importants secrets, qui, si nous les connaissions, changeraient la situation complètement et nous pousserai-ent à adopter le bill. Aujourd'hui nous constatons que le ministre du Commerce et de l'Industrie, après avoir prononcé son discours contenant cette déclaration, est parti en Australie où il est l'objet de banquets de la part des Australiens. Il admire sans doute le splendide service naval qu'ils fournissent à l'empire. Je suis sûr que dans ses discours de félicitations, qui seront très éloquentes, il ne manquera pas de vanter leurs navires, leur collège naval et leurs marins. Je connais bien peu le ministre du Commerce et de l'Industrie, s'il fait comme nos adversaires au Parlement et s'il dit aux Australiens que parce qu'ils ont une escadre, une flotte australienne, ils sont séparatistes et déloyaux. Je ne voudrais pas laisser entendre que le ministre du Commerce et de l'Industrie est allé en Australie pour échapper à la lutte. Je ne doute pas qu'il a été heureux de la mission que le premier ministre lui a confiée. Nous savons que le ministre du Commerce et de l'Industrie est un combattant sans peur, mais nous croyons qu'il voulait se battre où il y avait une bonne lutte à faire et il n'a pas vu cela ici. Je ne doute pas qu'il se félicite de n'avoir pas participé à la direction du parti conservateur aujourd'hui.

M GERMAN

Il y a aussi un autre changement dans la situation. Le 5 décembre des troubles existaient dans les Balkans, mais ils sont finis maintenant et le règlement de la question d'Orient a fait disparaître l'incertitude et le danger qui existaient en Europe à propos des complications qui pourraient surgir entre l'Angleterre et les autres nations, spécialement l'Allemagne. L'expulsion presque complète de la Turquie hors de l'Europe a consolidé un nouvel élément de force dans cette partie de l'Europe et a attiré l'attention de l'Allemagne dans une autre direction, de sorte qu'elle a autre chose à penser que de causer des ennuis à l'Angleterre. Quand nous avons constaté que la question des Balkans était réglée, nous avons eu une exposition des méthodes employées pour créer les épouvantails et les craintes de guerre. C'est en Allemagne, le pays que notre gouvernement a considéré comme le principal ennemi de l'Angleterre, celui qu'on devait redouter, que nous voyons les Krupp, les grands fabricants de cuirassés et qui sont intéressés dans la fourniture du matériel de guerre, fomenter dans leur pays et en France, leur voisin immédiat, et probablement dans d'autres pays d'Europe, ces idées de guerre qui leur font entrer des dividendes dans les poches. C'est surprenant de constater que les fabricants de blindage et les constructeurs de navires font prévaloir leur programme autant que possible dans cette discussion navale au Canada. Je crois que c'est dans son numéro de samedi ou de lundi que le "Toronto News" disait, en gros caractères imprimés à l'encre rouge, dans une dépêche de son correspondant qui signe "Windermere", que l'on construit maintenant dans les chantiers d'Angleterre deux cuirassés pour la Turquie qui pourraient être achetés par le Canada de façon à regagner le temps perdu par l'opposition.

Quelle est la situation? Comme je le disais, par suite de l'issue de la guerre, la Turquie n'a plus besoin des deux cuirassés d'escadre qui sont construits maintenant dans les chantiers anglais. Son trésor est vide, elle n'a plus d'argent pour les payer. Quelqu'un doit les acheter. Quiconque consultera le Navy League Annual de 1911-1912, connaîtra l'histoire de ces deux cuirassés. Un compte en détail de leur force est donné dans cet annuaire. Je ne le citerai pas, car je ne peux pas croire que le Gouvernement achètera ces navires. Je signale seulement les efforts faits par ce groupe de semeurs d'épouvante pour mettre la main sur les \$35,000,000. Le nom d'un de ces navires qui sont construits en Angleterre est le "Reshad-i-Hamiss", qui a été commencé le 6 décembre 1911, dans le chantier de Vickers, à Barrow. L'autre navire est le Reshad V qui a été mis plus récemment en chantier à Elswick. Ces fabricants de plaques blindées et ces constructeurs de